

FILIÈRE CAFÉ-CACAO

STOCK RÉSIDUEL CACAO 2025-2026

Par DASSO DENIS

Entre contrainte de l'État et réalité du terrain, l'impératif d'humanisme



✓ **CÔTE D'IVOIRE**

291 MILLIARDS FCFA
DÉBLOQUÉS PAR
LE GOUVERNEMENT

— À SALUER —

Soutien annoncé par l'État pour le secteur cacao, campagne 2025-2026. Versement en cours aux coopératives et acteurs de la filière.

🔍 **23 000 TONNES**
ESTIMÉES ENCORE
SUR LE TERRAIN

— À VÉRIFIER —

Volumes de stocks non collectés signalés hors entrepôts agréés. Nécessite audit et suivi logistique sur le terrain.



CONTEXTE : Pour la campagne 2025-2026, l'État ivoirien a annoncé un déblocage exceptionnel de 291 milliards FCFA pour soutenir les producteurs et réguler les stocks résiduels. Toutefois, environ 23 000 tonnes de fèves resteraient encore dispersées dans les zones rurales, en attente de collecte, soulevant des enjeux de traçabilité, de financement et de sécurité des producteurs.



ÉCOUTE

Dialogue avec les producteurs locaux



ÉTAT DES LIEUX

Évaluation objective des stocks



HUMANISME

Protéger les moyens de subsistance

STOCK RÉSIDUEL CACAO 2025-2026

Entre bilan officiel et réalité du terrain, l'impératif d'humanisme

Le Gouvernement a annoncé l'achèvement du rachat du stock résiduel de la campagne 2025-2026, au prix d'un effort financier de 291 milliards de FCFA. Un engagement à saluer. Mais sur le terrain, des producteurs évoquent encore quelque 23 000 tonnes en attente. Entre les deux, un espace qui appelle à l'écoute, à la vérité et à l'humanisme.

Par DASSO DENIS

Un effort de l'État qui mérite d'être salué

Le Gouvernement a annoncé l'achèvement de l'opération de rachat du stock résiduel de la campagne 2025-2026. Donnée avec la posture de vérité qui sied à l'État, l'information mérite d'être actée. Et plus encore, ce qu'elle recouvre mérite d'être salué : 291 milliards de FCFA mobilisés par l'État pour cette opération d'urgence.

Dans un contexte budgétaire contraint, l'effort est considérable. Il traduit la volonté des pouvoirs publics d'honorer leur engagement dans le cadre du mécanisme de stabilisation, pilier de la politique de la filière.

Mais entre la contrainte de l'État et la réalité du terrain, il existe un espace qui appelle à l'écoute.

291 milliards FCFA mobilisés par l'État pour le rachat	≈ 23 000 tonnes encore en attente selon des producteurs (à confirmer)
---	--

23 000 tonnes : l'écho persistant du terrain

Sur le terrain, en effet, des échos persistants font état d'un stock résiduel encore non absorbé, que des acteurs de la communauté des producteurs estiment à environ 23 000 tonnes. Si elle venait à se confirmer, cette estimation justifierait pleinement l'inquiétude qui gagne aujourd'hui les coopératives et les producteurs individuels.

Derrière les sacs, des femmes et des hommes

Car au-delà du tonnage, il ne faut pas se tromper de sujet. Derrière ces sacs qui patientent encore sous des bâches ou dans des magasins villageois, il y a des femmes et des hommes. Des producteurs qui ont cru au système de garantie. Qui ont récolté, qui ont stocké, qui ont attendu.

Leur souffrance, leur désarroi et le sentiment de solitude face à l'absence de réponse ne peuvent être ignorés.

La confiance, véritable enjeu

Si l'hypothèse des 23 000 tonnes se vérifiait, ce serait d'abord une catastrophe économique pour les détenteurs de ce stock, souvent parmi les plus vulnérables de la chaîne. Mais plus fondamentalement, faute de réponse claire, c'est le socle même de la confiance qui serait ébranlé : confiance dans le mécanisme de stabilisation, confiance dans la parole de garantie de l'État.

« Il ne s'agit pas d'opposer le bilan au terrain. Il s'agit de les réconcilier. »

Réconcilier le bilan et le terrain

Ce que la filière attend aujourd'hui, ce n'est pas une polémique, mais une démarche en deux temps.

Premier temps : écouter et établir les faits. Dresser un état des lieux contradictoire, transparent et apaisé, sur l'ensemble du territoire. Dire ce qui est : là où il reste du stock, et là où il n'y en a plus. C'est le préalable indispensable.

Second temps : agir. Si le reliquat est avéré, y apporter une réponse. Non par faiblesse, mais par humanisme.



Une publication de l'Agence ODD

est une structure de veille informationnelle. Elle vise à une observation des active de l'implémentation des ODD en Côte d'Ivoire dans le but de mettre en lumière les acteurs du Développement Durables.

Directeur de Publication

Dasso Denis

Comité de rédaction

Dasso Denis

Tia Gonsse

Christian Konan

Infoline

27 22 28 76 01

01 53 69 26 17

DEPOT LEGAL :

Supplément Tribune du CACAO

Numéro : 7106 du 03 janvier 2003

L'humanisme, fidèle à la tradition de l'État

Cet humanisme est celui dont le Gouvernement a toujours fait preuve : dans les moments difficiles de la filière, il a su ne pas abandonner les producteurs sur le chemin de la stabilisation.

Les producteurs ont besoin d'être rassurés. La stabilisation, elle, a besoin d'être consolidée par la vérité du terrain.

DASSO DENIS

Directeur des Publications — Agri Climat